

2 Politique

Vie des partis/2e Congrès ordinaire de l'Union nationale "AMO"

Le parti change de dénomination

SM

Libreville/Gabon

Le Front patriotique gabonais (FPG), c'est ainsi qu'il faudra dorénavant appeler la formation politique présidée par Gérard Ella Nguema. C'est l'une des principales conclusions des assises organisées, samedi dernier, dans la capitale gabonaise.

L'UNION nationale "AMO", parti politique se réclamant de l'opposition et présidé par Gérard Ella Nguema, a tenu, le week-end dernier, le deuxième Congrès ordinaire de son histoire.

Au nombre des décisions qui en découlent, on note le changement de dénomination du parti qui s'appellera désormais le Front patriotique gabonais (FPG). Avec pour slogan : "Le Gabon aux Gabonais". Un slogan qui semble visiblement coller à la nouvelle impulsion et au nouvel engagement de Gérard Ella Nguema et les siens. À savoir, "la politique patriotique". Il s'agit, selon eux, d'une politique qui vise à «la recherche de l'indépendance véritable du Gabon, à la souveraineté de son peuple et à la défense des intérêts de nos concitoyens». Mieux, il s'agit «de se battre pour que le Gabonais ne soit plus relégué au second plan dans son pays. A l'image de ses compatriotes qui vendent sur les trottoirs hors des marchés,



Le bureau du congrès.



Le président du FDG, Gérard Ella Nguema, ouvrant les travaux.



Une vue partielle des délégations.

tandis que les expatriés occupent tous les espaces à l'intérieur, à l'abri du soleil et de la pluie». D'où l'appel du président de cette formation poli-

tique à l'endroit des filles et fils du pays, à rejoindre son écurie pour mener ce qu'il a appelé "le combat de l'émergence d'une politique au service du ci-

toyen". Par ailleurs, dans le cadre de son nouvel engagement, le FPG propose un débat national sur la réforme des deux Chambres du Parlement. De même, la

mise en place d'une "allocation chômage" pour les compatriotes ayant perdu leurs emplois. Les présentes assises, rap-

pelez-le, auront permis aux congressistes de décider de l'avenir de l'Union nationale "AMO". Ce parti politique né de la scission de l'Union nationale (UN) portée en son temps, par feu André Mba Obame. Ainsi, devraient-ils réfléchir sur des questions "claires", avait indiqué Gérard Ella Nguema en plantant le décor à l'ouverture des travaux. Notamment sur, l'appellation du parti, son slogan, sa devise, le mode de désignation de ses responsables et la feuille de route pour les trois prochains mois ; décider si le parti devait être nationaliste ou patriotique.

Pour ce qui concerne ses responsables, notons que si le président a été reconduit, cette formation politique compte désormais neuf (9) vice-présidents et six (6) secrétaires généraux.

Tribune des Partis politiques

UDIS : déclaration de guerre ?

EN politique, selon le philosophe Alain, "chacun crée son chemin". Près de 18 ans après avoir été porté sur les fonts baptismaux son label politique : l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), Hervé-Patrick Opiangah, qui faisait jusque-là preuve d'une grande prudence, vient enfin, de porter, au grand jour, ses ambitions politiques longtemps contenues.

Pour preuve, samedi dernier, à la faveur d'un grand rassemblement politique avec les natifs, comme lui, de Mounana, résidant ou de passage à Libreville, le leader de cette formation politique qui se veut de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a déclaré, haut et fort, qu'il sera de la course pour la prochaine élection législative dans le département de la Lebombi-Léyou, dont le siège unique couvre la commune de Mounana et le Canton Lékédi-Léyou dans le

district de Mounana. Morceaux choisis : "Il est temps pour moi de prendre le relais pour le bien de nos frères et sœurs (...). Pour cela je sollicite votre soutien, et je sais que vous ne me décevrez pas".

Déesse inconstante, la politique brouille décidément le monde, comme la mode capricieuse cause des révolutions dans les arts et l'industrie. Cette assertion de Pierre-Jules Stahl trouve, ici, tout son sens. Tant cette éventualité, il y a quelques temps encore, était impensable. Même si, à plusieurs égards, au regard de la multiplication des rencontres de prise de contact avec la base locale et la diaspora "mounanéenne" de Libreville, d'aucuns entrevoyaient une telle éventualité. Qui se confirme aujourd'hui.

Du coup, voilà dorénavant le leader de l'UDIS sur le remonte-pente. A la conquête, désormais, d'un siège politique

resté pendant longtemps le bastion des "Myboto". Père et fille. Mais devenu, depuis quelques années la chasse-gardée du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir avec l'élection, comme député, de Christian Magnagna.

Vue sous cet angle, la décision du président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale apparaît d'emblée, aux yeux de nombre d'observateurs de l'arène politique nationale, comme une déclaration de guerre faite, sans sommation, à l'endroit de l'actuel ministre des Mines. Son frère-rival politique. Lequel n'acceptera pas – fort de son aura "cimentée" dans la contrée et de son expérience politique accumulée au gouvernement – de se faire gruger sans lever le petit doigt. Davantage si le choix du PDG lui revenait une nouvelle fois de défendre son étendard.

Entendu que dans cette éven-

tualité, les probables protagonistes sont conscients que c'est l'avenir politique de l'un et de l'autre qui va se jouer. Avec la certitude, qu'en cas d'affrontement, le vainqueur sera incontestablement le nouvel homme fort de Mounana. Terre Nzébi où les "Myboto", sauf à se leurrer, comptent encore de nombreux fidèles et pourraient jouer les trouble-fêtes dans cet éventuel duel au couteau entre le Parti démocratique gabonais et son allié l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale.

A moins que, pour limiter les "dégâts", les deux camps politiques en viennent à trouver, en amont, un modus-vivendi qui ferait couper, pourquoi pas, la poire en deux. De sorte que le mandat de député revienne à l'un. Et celui de sénateur à l'autre.

Mais en politique, terreau des mystères, les vérités du matin n'étant pas souvent celles du

soir, les deux parties pourraient opter pour la prudence. D'où la probabilité d'un séisme qui serait de forte magnitude. Si davantage, au pire des cas, Christian Magnagna venait aussi à déclarer sa candidature. Pour sa propre succession. Dans cette optique, bien que comparer, c'est déplaire, le combat s'annoncera alors épique. Si tant est que les deux frères ont la particularité d'être deux fortes têtes. L'un étant aussi intraitable que l'autre. Mais au minima différentiel qu'Opiangah, leader de parti, bénéficierait d'une certaine virginité politique en ce qu'il participera à son premier test électoral.

Reste maintenant à savoir si les ambitions nourries et les actions menées ces derniers temps par le président-fondateur de FC Mounana, suffiront pour séduire un électoralat qui se veut frondeur à tout le moins ? L'avenir nous édifiera.